



Tous en grève et dans la rue le 12 septembre

Le texte définitif des ordonnances modifiant le code du travail vient de tomber. Toutes les attaques annoncées par Macron y figurent.

Pour le président du Medef, Pierre Gattaz, ce n'est qu'une « première étape » : il en demande plus. Alors qu'on soigne les patrons au nom du sauvetage de l'économie, voila que les grandes entreprises affichent des bénéfiques record : plus de 50 milliards de bénéfiques au premier semestre 2017 pour les entreprises du CAC 40, soit 25 % de plus que pour le premier semestre de l'an dernier.

Et il faudrait qu'on laisse faire ? Il faudrait qu'on écoute la CFDT, qui avait déjà approuvé la loi El Khomri au printemps 2016 et récidive ? Il faudrait qu'on se résigne, comme nous y convie le secrétaire général de la confédération FO qui traite les syndicats de sa confédération qui appellent à participer à la manifestation du 12 septembre (comme la fédération FO des transports) de « grognons râleurs » ?

Des raisons d'être des salariés en colère et en lutte et, pour commencer, de participer massivement à cette journée de grève et manifestation appelée au moins par la CGT, la FSU et le syndicat SUD, on en a plus qu'il n'en faut.

S'en prendre au code du travail sous prétexte de préserver l'emploi est une véritable escroquerie. Supprimer du code du travail ce qui protégeait les salariés de l'arbitraire patronal, c'est ce que cherchent Macron et le Medef pour faciliter les licenciements, pour revoir à la baisse les contrats de travail et pour aggraver la précarité...

Le plafonnement de l'indemnité pour licenciement abusif doit permettre au patron de vous licencier même de façon parfaitement illégale en sachant que cela ne lui coûtera pratiquement rien.

Le droit accordé aux patrons des petites entreprises de négocier directement avec leurs salariés, en dessous même des minima fixés par les accords de branche, va leur permettre d'imposer baisses des salaires, suppressions de primes ou augmentation des horaires en pratiquant le chantage aux suppressions d'emplois ou à la fermeture. C'est une pratique déjà courante, y compris dans de grandes entreprises. Elle deviendrait la règle.

La durée des CDD et le nombre de leurs renouvellements possibles pourrait être modifiés selon les branches au gré des besoins du patronat, accroissant encore la précarité des emplois.

Quant à la fusion prévue des divers types de délégués du personnel (DP, Comité

d'entreprise et CHSCT), elle vise à enfermer l'activité des délégués du personnel aux seules séances de papotage avec les directions. Et cette fusion du CHSCT portera un coup à la sécurité au travail.

Le massacre des emplois aidés

Dans le même temps le gouvernement inaugure ses propres plans de licenciements, avec la réduction drastique du nombre d'emplois aidés, qui passeront de 460 000 en 2016 à 310 000 fin 2017.

Prétexte du premier ministre : ces emplois précaires ne résoudraient pas le problème du chômage. Mais alors, pourquoi ne pas les transformer en emplois fixes, comme ils devraient l'être ? Répartis essentiellement dans les services publics (collectivités territoriales, l'éducation, hôpitaux, transports) ainsi que dans des associations assurant des services sociaux, ils remplissent des tâches indispensables. Au point qu'en cette rentrée scolaire de nombreuses mairies ne voient pas comment assurer le bon fonctionnement des cantines des écoles, de la surveillance des entrées et sorties des enfants, ou suppriment carrément des activités périscolaires ou de soutien aux élèves en difficulté ou handicapés.

Le manque de moyens et le nombre de postes laissés vacants suscitent la colère dans de nombreux collèges et lycées et plusieurs grèves y ont éclaté dès le premier jour de classe sans attendre la journée d'action annoncée.

Cette journée de grève et manifestations du 12 septembre doit être le plus massivement suivie. Et il ne faudra pas en rester là : indépendamment de toutes les tactiques, accords ou désaccords des directions syndicales, il ne tient qu'à nous de faire de cette journée le point de départ d'une riposte générale du monde du travail.

**mardi 12 /09/2017
manifestation à Limoges
10h30 - carrefour Tourny**

Vive la lutte des GM&S

La sous-traitance automobile permet aux constructeurs de mettre en concurrence les équipementiers pour tirer les coûts vers le bas quelles que soient les conséquences pour des milliers de familles. Pour les constructeurs depuis des années, c'est tout bénéf !

Dix mois que les travailleurs de GM&S à La Souterraine s'opposent à liquidation. Ils ont mille fois raison de se battre pour refuser ce qui semblait être inéluctable, la fermeture de leur entreprise. Ils ont obtenu des constructeurs Renault et PSA, près de 10 millions d'euros de commandes supplémentaires. Ils ont poussé le gouvernement à trouver une solution de reprise, malheureusement trop partielle pour l'instant. S'ils s'étaient résignés, il y a longtemps qu'ils pointeraient au chômage.

Le gouvernement a les moyens d'imposer la poursuite de l'activité du site avec tout le personnel. Mais il ne le fait pas car il est du côté de cette classe capitaliste parasitaire. Il soutient l'offre de reprise de GMD à seulement 120 salariés sur 277. Il fait plein de cadeaux à ce repreneur, mais refuse d'accorder aux travailleurs de GM&S des primes de départ supra-légales que les constructeurs (dont l'Etat est actionnaire) ont largement les moyens de payer. Le gouvernement envoie les CRS déloger les travailleurs de GM&S qui menaient des actions à PSA et Renault pour se faire entendre, mais ne fait rien contre les anciens dirigeants d'Altia et de GM&S qui ont pillé l'entreprise.

La lutte des travailleurs de GM&S est un bras de fer avec le gouvernement, les constructeurs et le repreneur. Plus que jamais, ils ont besoin de notre solidarité active pour ne pas faire les frais d'une situation dramatique pour des centaines de familles, situation dont ils ne sont nullement responsables.

Bruits de bottes atomiques

Le régime de la Corée du Nord vient de faire un nouvel essai d'arme atomique. Il s'agirait d'une bombe H d'une puissance de 50 kilotonnes. Le dictateur Kim Jong Un cherche à montrer ses muscles avec cette arme dévastatrice.

Et l'escalade dans la tension entre Donald Trump et Kim Jong Un de ces dernières semaines continue : le gouvernement américain a aussitôt réagi à ce test en menaçant de répondre avec son arsenal nucléaire, dont la puissance est incomparablement supérieure à celui de la Corée.

Certes, il s'agit là surtout d'une escalade dans les menaces et démonstrations de force. Mais entre dictateurs disposés à se maintenir au pouvoir et dirigeants impérialistes qui mènent des guerres bien réelles, il y a vraiment de quoi s'inquiéter pour l'avenir de notre planète.

ASP : paysans, salariés solidaires !

Lundi 28 août, une centaine de paysans de la Confédération Paysanne se sont relayés pour occuper l'ASP (Agence de Services et de Paiement) à Limoges. En même temps, la Conf organisait des péages gratuits sur certaines autoroutes. A l'origine de leur colère, le solde du paiement des aides de la PAC pour 2015 et 2016 qui n'est toujours pas versé à une grande partie d'entre eux, malgré l'engagement du gouvernement en juin : « En attendant on s'endette et on paie des agios, explique ce paysan du Gers. Les aides c'est le revenu aujourd'hui... Nous ne sommes pas la variable d'ajustement budgétaire du ministère. »

La réponse du gouvernement, cette fois-ci, ne s'est pas faite attendre : il a envoyé les forces de « l'ordre » déloger sans ménagement les manifestants qui avaient sympathisé avec le personnel de l'ASP. Car contrairement au ministre Stéphane Travert, les salariés de l'ASP comprenaient parfaitement la situation dramatique que vivent les paysans dans l'attente de ces aides vitales pour boucler la comptabilité des plus petites exploitations, en particulier celles qui sont respectueuses de l'environnement.

Les causes de ces retards de paiement sont multiples : la complexité de la réglementation de la PAC a été décuplée par la décentralisation du réglementaire vers les régions, qui ont vécu pour certaines des fusions. Les salariés de l'ASP rencontrent aussi de nombreuses difficultés dans l'exercice de leur mission : l'externalisation massive de l'informatique a bouleversé le pilotage des outils informatiques et les effectifs sont victimes d'une précarisation soutenue.

Alors, c'est bien le ministère de l'Agriculture et les gouvernements larbins de l'agro-industrie (responsable des scandales sanitaires, Fipronil et autres poisons qu'on retrouve dans nos assiettes) qui engendrent de la violence en mettant les travailleurs des champs et des villes dans des situations inextricables !

Lutte de classes dans la start-up

Les livreurs de Deliveroo se mobilisent contre la baisse de leur rémunération décidée par l'entreprise, qui peut représenter jusqu'à un tiers de leurs revenus. Payés 5 euros la course, pour porter repas chauds ou pizzas sur leur dos, 10 heures de travail par jour et près de 1 000 km à bicyclette par mois pour gagner moins que le SMIC, les temps d'attente non payés, aucune assurance et les accidents pour leur pomme.

Ils ont manifesté le 28 août dans plusieurs villes de France et comptent bien poursuivre leur combat.